

Démarche utilisée pour l'analyse de l'enquête concernant « l'enfance, l'adolescence et la vie en famille », réalisée par l'URAF de la Région Centre.

Cette enquête a pour but de connaître la population et ses opinions concernant des grands sujets d'actualité tels « la scolarité et le développement de l'enfant », « l'absentéisme », et « la délinquance des mineurs ». Il nous faut donc garder ses items, ses questionnements en tête lors de l'analyse. L'idéal aurait été de connaître les hypothèses qui sous-tendent les questions du questionnaire pour pouvoir y répondre et suivre ainsi la démarche logique du questionnement ; cela permet en effet de comprendre l'état d'esprit dans lequel le questionnaire a été fait et donc l'état d'esprit des répondants.

1. Les Tris à Plat : Travail descriptif

Nous commençons par sortir, sur Question 2002, tous les tris à plat, c'est-à-dire le détail des réponses, sous forme de pourcentage des répondants. En effet les non répondants ne nous intéressent pas pour le moment. Ils pourront peut-être nous donner des indications sur certaines questions, soit sur leur formulation soit sur l'intérêt du sujet qu'elles traitent. Si nous avons très peu de réponse, ce peut être parce qu'elle est mal formulée et donc que les individus ne peuvent y répondre, soit les interrogés ne connaissent pas le sujet qu'on leur propose et ne peuvent donc y répondre.

Pour ce faire, nous fusionnons les données des 6 départements pour d'abord avoir une vue globale de la population et du type de réponse moyen. Pour ceci, nous avons dû rajouter une question qui ne figurait pas explicitement dans les données, à savoir le département (code de 1 à 6). Cela nous permettra ensuite de comparer certaines données entre les départements. Nous supposons ici que certaines réponses peuvent être différentes en fonction du département, notamment au niveau de la ruralité plus forte ou non d'un département par rapport à un autre, on imagine que cela puisse influencer certains items.

Ainsi, nous avons des premières informations sur la population répondante, sur ses caractéristiques géographiques et socio-économiques notamment.

Nous avons donc un échantillon qui se divise en 6 départements, bien entendu où le nombre de répondant est sensiblement équivalent, sauf une exception.

Cher : 546 répondants

Indre-et-Loire : 591 répondants

Eure-et-loir : 603 répondants

Loir-et-Cher : 900 répondants

Indre : 676 répondants

Loiret : 415 répondants

Ensuite, nous nous intéressons à la population elle-même, en regardant les 10 dernières questions (Q° 22 à 32), pour en connaître les caractéristiques socio-économiques. Nous ferons le même travail pour chacun des départements, séparément pour vérifier s'il existe déjà des différences à ce niveau.

Voici quelques exemples :

<i>Q26 Situation familiale actuelle du ménage</i>		
Non-Répondants	114	.
Marié	2549	70%
Vie maritale	498	14%
PACS	23	1%
Célibataire	153	4%
Divorcé(e)	204	6%
Séparé(e)	96	3%
Veuf(ve)	94	3%
Total répondants	3617	100%

<i>Q32 Ressources mensuelles du ménage :</i>		
Non-Répondants	257	.
moins de 763 E	106	3%
de 763 à 1068 E	242	7%
de 1 068 à 1 525 E	571	16%
de 1 525 à 2 287 E	1001	29%
de 2 287 à 3 049 E	837	24%
Plus de 3 049 E	717	21%
Total répondants	3474	100%

<i>Q28a Indiquez la catégorie professionnelle de votre emploi Monsieur ?</i>		
Non-Répondants	936	.
Agriculteur	158	6%
Artisan, commerçant, chef d'entreprise	242	9%
Cadre	675	24%
Profession intermédiaire	301	11%
Employé	858	31%
Ouvrier	561	20%
Total répondants	2795	100%

Pour certaines variables il peut être judicieux de faire des regroupements. Nous avons noté que ce sont surtout les femmes qui ont répondu. Il faudra donc vérifier si le sexe joue un rôle dans les réponses, toutefois on peut supposer que pour les couples notamment (majorité des répondants) les réponses données sont celles du couple, en imaginant que les individus mariés sont d'accord ou se mettent d'accord sur certains points d'éducation par exemple. On peut sûrement regrouper aussi des catégories de salaires, ainsi que des CSP. De plus, il nous faudra différencier les villes des campagnes, car nous supposons que le milieu de vie influence le style de vie et la perception du monde. Cela facilitera certainement l'analyse, mais il ne faut pas oublier de vérifier tout de même comment se découpent certaines réponses pour pouvoir faire des regroupements judicieux s'il y a lieu d'en faire.

Malheureusement, le logiciel Question ne permet pas de procéder à des recodages. Nous ne pouvons que faire des regroupements en intervalles pour les questions numériques, mais ne nous pouvons pas recoder la profession de monsieur et celle de madame en une seule question.

Il est important ensuite de vérifier ces données, notamment sur la composition de notre échantillon, avec les statistiques nationales pour savoir si nous avons une bonne représentativité. Si ce n'est pas le cas, on peut se demander d'où viennent ces différences, sont-elles le fait de notre échantillon de départ, en ce cas, il faut réfléchir à un meilleur échantillonnage ; si l'échantillon de départ est bon, alors les différences viennent des répondants eux-même, on aurait certaines catégories d'individus qui auraient plus répondu que d'autres. En ce cas, est-ce un hasard ou sont-ce des catégories qui sont plus enclines à répondre à ce type de questionnaire, et pourquoi ?

Ensuite on regardera chaque question en tri à plat pour voir en général où ont répondu les individus, et s'il y a beaucoup de non répondants. Ceci peut nous donner des indices sur le niveau des questions que nous avons utilisé. Par exemple, si à une question d'ordre intime nous n'avons que 10% de répondants, on peut penser que la question était mal posée, trop directe et donc que répondre à fait peur. Pour ce qui nous concerne, à la question sur le fait de connaître un délinquant, nous avons si peu de réponse que l'on doit se demander s'il n'aurait pas été judicieux de trouver une autre formulation, parce que sur ce type de question, il est légitime de répondre non.

<i>Q8 Y a t-il dans votre entourage familial un ou plusieurs jeunes qui ont eu lors des 5 dernières années des comportements que l'on pourrait qualifier de délinquants alors qu'ils étaient mineurs ?</i>		
Non-Répondants	23	.
Oui	350	9%
Non	3358	91%
Total répondants	3708	100%

2. Les Tris Croisés : Travail d'analyse

Il s'agit ici de croiser, de mettre en relation plusieurs variables pour vérifier si l'une influe sur l'autre, par exemple si le sexe influe sur la perception du rôle de l'école.

Presque « par principe », on cherchera pour chaque variable si la structure de la famille (Q°26), la CSP (Q°28) et le niveau de ressources (Q°32) ont une influence sur les réponses. Nous nous appuyons ici sur le concept de capital de P. Bourdieu. Cet auteur nous dit que les individus se construisent, tant dans les « habitus », habitudes, façons de voir le monde, d'appréhender le monde et les autres, que dans l'imaginaire et la perception sensorielle, au travers de capitaux innés et acquis. On parlera alors de capital social et culturel, de capital économique et symbolique notamment, ce qui pour nous, modestement, recouvre les variables de type de famille, CSP et revenu. Nous supposons donc, en d'autres termes, qu'il existe des classes sociales qui répondront différemment.

Nous regroupons ces variables sous le terme de variables indépendantes, c'est-à-dire celles qui caractérisent le répondant, son niveau socio-économique, culturel. Dans ce groupe entrent aussi le sexe du répondant (Q°22), son âge (Q°23), le nombre d'enfant vivant au foyer (Q°27) et leur niveau scolaire (Q°2).

Nous travaillerons aussi sur un second groupe thématique, que sont les questions 4, 5, 6 et 7, c'est-à-dire celles qui traitent de l'absentéisme.

Un troisième groupe de question est formé des questions 8 et 11, c'est-à-dire celles qui précisent si les individus connaissent des délinquants et le lien qu'ils ont avec eux.

Le quatrième groupe est celui qui regroupe les questions 16a à 16h, concernant l'attitude à adopter envers les parents de délinquants et la meilleure façon de les aider ou de les sanctionner.

Et le cinquième groupe est la seule question 21 qui reprend brièvement les trois précédentes.

Chaque groupe est à croiser avec tous les autres, pour avoir un certain nombre d'informations. Nous verrons en effet, si les variables indépendantes influencent les réponses à toutes les autres questions. Mais aussi, si la vision que les gens ont de l'absentéisme, conditionne celle qu'ils peuvent avoir de la délinquance, en d'autres termes, nous pourrions voir si les individus font un lien entre l'absentéisme et la délinquance. S'il y en a un, il peut aussi y en avoir un avec la perception qu'ont les individus des mesures à prendre contre elle. Et nous verrons enfin si avoir un délinquant dans la famille conditionne la vision que l'on a de la délinquance et des moyens d'y remédier.

Voyons à présent plus en détails tous ces croisements.

La première question à analyser est la Q°3 sur les appréciations à donner sur la vie scolaire, selon qu'il s'agit de maternelle, primaire, collège ou lycée.

Les propositions sur l'âge de la scolarisation, la semaine de 4 jours ou 4 jours $\frac{1}{2}$ ont notamment à voir avec un emploi du temps et une certaine disponibilité de la famille, on croisera donc ces questions avec le type de famille et la CSP.

Les propositions sur les après-midi réservés et sur le cartable électronique, sans plus de connaissance sur ces possibilités, peuvent avoir à voir avec le niveau de revenu. En effet, si les gens ne connaissent pas ces propositions, ils peuvent imaginer qu'elles sont payantes. Donc en plus du type de famille et de la CSP on croisera le revenu.

Enfin, les propositions sur les établissements de rattachement sont à rapprocher de la situation géographique des répondants, nous entendons par là principalement la vie en ville et en campagne.

On vérifiera ensuite si les réponses sont conditionnées par le fait d'avoir ou non un enfant au niveau dont on parle.

Pour la question 4 sur le rôle de l'école, ce qui nous intéresse réellement c'est la réponse qui est donnée en premier, et éventuellement celle qui est donnée en dernier, les autres rangs de seront pas assez significatifs.

On croisera cette variable avec les trois habituelles tout d'abord. En effet la « culture familiale » et le niveau socio-économique peuvent donner plus d'importance à la vie en société ou à la vie personnelle et professionnelle.

On vérifiera ensuite si le fait d'avoir des enfants scolarisés conditionne les jugements sur l'école. Les jugements « dans l'absolu » sont souvent modifiés par l'expérience effective.

On fera de même pour le niveau de diplôme des répondants : plus on va loin des les études générales ou dans les CAP BEP, plus le rôle de l'enseignement est celui de l'apprentissage professionnel. Donc le fait d'être allé loin dans ces études peut conditionner le jugement des répondants.

A la question 5 sur les raisons pour lesquelles on accepterait qu'un enfant manque l'école, la formulation d'une proposition est malheureuse : « petits bobo ». En effet, même si dans la réalité de nombreux parents acceptent cette excuse, il n'est pas légitime de l'avouer, c'est d'ailleurs pour cela que nous n'avons presque aucune réponse ici. Il est par contre plus admis de manquer l'école pour « une blessure légère » par exemple.

On croisera ici la question avec la CSP, et le salaire puisque des différences peuvent se faire quand il s'agit de « soutenir sa famille » pour les bas salaires, par exemple.

On regardera ensuite si la perception du rôle de l'école à une incidence sur les raisons acceptables pour manquer l'école. Si, à l'extrême, on ne trouve aucun rôle important à l'école, on peut accepter toutes les excuses pour la manquer.

Les risques liés à l'absentéisme (Q°6) sont à croiser avec les trois mêmes variables et aussi avec la question précédente, au moins pour voir si les réponses à la proposition « désintérêt pour l'école » ou « relations conflictuelles » ont un lien avec les risques encourus.

La question 7 sur les réponses efficaces pour lutter contre l'absentéisme sont toujours à croiser avec la CSP, le revenu et le type de famille, puisque l'on peut imaginer que selon la « classe » à laquelle on appartient, la culture de classe voudra plutôt que l'on préconise le dialogue avec certains moyens financiers à mettre en place, ou plutôt qu'on préconise une prise en charge extérieure du problème trop difficile à gérer. Si ceci est une caricature, on peut tout de même imaginer que le type de famille et son niveau socio-économique conditionne le type de solution que l'on propose.

A partir de la question 8, on passe à un item tout à fait pertinent dans la suite logique du questionnaire, mais beaucoup trop personnel et délicat pour espérer avoir de nombreuses réponses. C'est bien ce que l'on observe ici, les gens répondent très peu, seul 9% des gens interrogés connaissent des délinquants. C'est qu'il est difficilement avouable que l'on connaît la déviance, on en a honte, et même dans un questionnaire anonyme. On croisera ici de la même façon, la question avec CSP, revenu et type de famille, non pour voir où est la délinquance car tous ceux qui en connaissent n'ont sûrement pas répondu, mais pour voir plutôt qui a osé répondre. Il n'est pas très intéressant de croiser cette variable avec les réponses d'avant car le thème de l'absentéisme et celui de la délinquance ne sont pas assez proches.

A la question 9 la formulation « au moment des faits » a peut être une connotation trop répressive et trop policière pour mettre en confiance.

Le sexe et l'âge des délinquants n'a qu'un intérêt descriptif, il n'y a donc pas de croisement à faire puisque de toute façon des réponses sont sans doute incomplètes.

Pour la question 10 sur l'acte délinquant qui a été commis, il faut procéder à un recodage, soit grâce au logiciel si celui-ci le permet, soit manuellement. Il faut faire des regroupements de délits pour pouvoir les comparer et au besoin, les croiser avec d'autres variables. Certains délits peuvent être regroupés, pour d'autres, il faut les laisser tels quel pour ne pas risquer de perdre de l'informations. Voici ce que l'on obtient ici :

Q10 Actes délinquants		
vol	172	35%
drogue/alcool	103	21%
violence	79	16%
dégradations	48	10%
incivilités	31	6%
absentéisme	21	4%
fugue	11	2%
racket	7	1%
conduite sans permis	4	1%
tentative de meurtre	1	1%
divers	9	3%
total	486	100%

On peut ensuite croiser ces nouvelles données avec les variables socio-économiques.

On pourra aussi les croiser avec les questions sur les risques liés à l'absentéisme. On devrait ainsi voir si les individus ont répondu à celle-ci en fonction des actes délinquants qu'ils ont observés, et donc savoir s'ils les attribuent à l'absentéisme ou à autre chose.

Pour la question 11 sur le lien de parenté avec le délinquant, il est intéressant de constater que si 3708 personnes connaissent des délinquants et leurs actes, il n'y en a plus que 312 qui répondent à leur lien de parenté avec le délinquant. On peut croiser cette nouvelle variable avec les variables socio-économiques, en n'oubliant pas que le nombre tellement faible de répondants ne permet pas de tirer de conclusions très fiables.

Les 4 questions fermées qui suivent (Q°12a, 12b, 14a, 14b), sur l'action menée pour éviter de nouveaux débordements, sont à croiser toujours de la même façon. Nous chercherons aussi à savoir s'il existe des différences de traitements selon le sexe du délinquant. La croyance populaire voulant que les filles soient plus facilement canalisables et raisonnables, il est possible que l'on s'attarde moins sur leur débordements.

Nous comparerons ensuite les différentes actions menées dans les 4 cas proposés (Q°13a, 13b, 15a, 15b) : mon action sur mon enfant ou sur celui d'un autre, l'action d'un autre sur mon enfant ou sur le sien. Nous supposons ici que les individus ont des stratégies qu'ils appliquent à tous délinquants avec qui ils ont des liens ou non, ou qu'ils perçoivent ces stratégies chez les autres.

Pour ce faire, il nous faut regarder questionnaire par questionnaire, pour trouver des individus qui aient répondu à la Q°13a et 15a, ou 13b et 15a. Sur ces individus-là on peut regarder des croisements possibles avec la CSP, revenus et type de famille, pour voir s'il existe des « stratégies de classe » par exemple.

La question 16 est divisée en 8 questions qu'il convient d'analyser séparément. Pour plus de facilité, on regroupera 'tout à fait d'accord' et 'plutôt d'accord', et ensuite 'plutôt pas d'accord' et 'pas du tout d'accord'.

On croisera les 8 variables avec celle qui précise si le répondant connaît un délinquant, pour savoir s'il répond parce qu'il est directement concerné ou si c'est une opinion « dans l'absolu ».

En vérifiant ceci, il est intéressant de remarquer que la question était destinée à tous les ménages, la consigne le précisait, mais seuls les individus qui connaissent des délinquants y ont répondu, soit que la consigne n'est pas été comprise, soit que les autres se désintéressent des solutions puisqu'ils ne connaissent pas le problème.

Nous croiserons bien sûr avec les variables socio-économiques.

Q°16a : Sanctionner les parents est un bon moyen pour leur faire prendre conscience de leurs obligations, est à croiser avec les questions 17a et 19b car s'ils ont

mené une action, il ne voient sans doute pas la sanction de la même façon que ceux qui n'ont rien fait en particulier.

Q°16b : Quel que soit l'âge de l'enfant les parents doivent être sanctionnés. Ici, comme il est précisé dans le guide d'enquête, la question étant double, nous ne nous attacherons qu'aux réponses positives. Pour celles-ci, nous ferons un croisement avec l'âge du délinquant connu, mais aussi avec l'âge des enfants résidents au foyer. Ici nous supposons que les individus entendent l'âge de l'enfant comme enfant mineur, puisque c'est jusqu'à 18 ans que les parents sont obligatoirement responsables de leur enfant. Nous verrons ainsi si le fait d'avoir des enfants dans ces âges pousse les gens dans des réflexions différentes. Le revenu est important ici à croiser puisque l'on comprend sanctions financières notamment.

Q°16c : Quelle que soit la gravité de l'infraction commise par l'enfant, les parents doivent être sanctionnés. On fera ici un croisement avec les infractions commises répertoriées à la question 15, pour voir encore si les individus répondent en étant partie prenante.

Q°16d : Pour inciter les parents à mieux assumer leurs devoirs, il faut maintenir leurs droits aux prestations familiales. Il faudra notamment croiser cette variable avec celles concernant le nombre d'enfant à charge, le revenu puisque c'est de cela que dépendent les prestations familiales. Attention au fait que ce débat est déjà public et que donc les ayants droit peuvent aussi répondre en réaction à cette mesure qui leur serait défavorable.

Q°16e : Plutôt que de sanctionner les parents il vaut mieux les aider. Nous faisons les mêmes croisements que pour les autres toujours pour savoir s'ils sont partie prenante dans leur réponse, et si une sensibilité particulière habite certaines catégories.

Q°16f, 16g et 16h : Mêmes croisements, notamment avec les ressources, avec l'âge des enfants pour 16g. Il faudra vérifier que les individus ont des enfants.

La question 17 reprend en partie la 16, nous vérifierons que les réponses suivent la logique de la question précédente, on croisera donc la variable avec les questions 16a, 16c, 16d, 16e et 16f. Puis on regardera encore si le niveau de revenu conditionne le fait être favorable ou non à la mesure, de même que le fait de connaître un délinquant dans sa famille, notamment si c'est son propre enfant.

Nous croisons encore la question 18 avec les variables indépendantes.

Les questions 19 et 20 de même. De plus nous les croisons avec la 16a, la 16e et la 16h, c'est-à-dire celles qui proposent une aide plus qu'une sanction aux parents de délinquants pour voir s'ils considèrent qu'aider les parents est un meilleur moyen de leur faire prendre conscience de leurs obligations familiales, ou si les sanctions seraient plus efficaces à leurs yeux. Et de même si ces deux options sont plus propices à la prise de conscience des parents et par là à la lutte contre la délinquance. Ceci n'est en effet pas évident, si l'on considère que les parents n'ont que peu de prise sur leurs enfants délinquants, notamment passé un certain âge, les mesures peuvent alors responsabiliser les parents sans lutter contre la délinquance pour autant.

La question 21 reprenant celles qui précèdent, on les croisera avec les mêmes variables indépendantes et celles concernant les sanctions à appliquer.

On procède à ce travail pour chaque département et pour la région. Dans l'analyse pour la région on ajoutera une étude comparée, principalement sur les tris à plat.

Vous trouverez ci-joint les tableaux détaillés que nous avons testé, tous n'ont pas été utilisés parce qu'ils ne présentent finalement pas l'intérêt escompté.

Melle Marie Gauduchon

Octobre 2003